

# Quel rôle pour la Bundeswehr ?

**Stephan Martens**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/3 Automne** , PAGES 121 À 133  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**ISSN 0032-342X**

**ISBN 9791037303103**

**DOI 10.3917/pe.213.0121**

**Date de mise en ligne : 10/09/2021**

**Article disponible en ligne à l'adresse**

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-3-page-121?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Quel rôle pour la Bundeswehr ?

Par **Stephan Martens**

**Stephan Martens** est professeur d'études allemandes et européennes à la CY Cergy Paris Université, et ancien recteur d'Académie.

Le poids de la Seconde Guerre mondiale continue de peser sur l'Allemagne. L'utilisation de la puissance militaire y est considérée avec circonspection, tant par les élites politiques que par une partie importante de la population. La dégradation du contexte stratégique incite toutefois les dirigeants à repenser le rôle de la Bundeswehr. Le budget de la Défense augmente et les effectifs des armées sont amenés à croître significativement dans les prochaines années.

**politique** étrangère

L'usage de la puissance militaire est devenu un tabou en Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. La politique de dénazification et de démilitarisation menée par les Alliés a éliminé de la pensée politique toute « culture de guerre ». Dans le contexte de la guerre froide, et après l'attaque des forces communistes en Corée, les Alliés ont néanmoins compris le besoin urgent de constituer des renforts en forces conventionnelles pour participer à la défense du bloc occidental face à l'empire soviétique<sup>1</sup>.

Ainsi, le 25 novembre 1955 est créée une armée fédérale (Bundeswehr), totalement intégrée à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), conçue pour la seule défense du territoire national. Cette armée est dite « parlementaire » : sous le contrôle du Bundestag et ancrée dans la société allemande pour éviter toute renaissance du militarisme prussien, selon un modèle idéal de rigueur morale et civique du soldat – l'*Innere Führung*, concept intraduisible en français, littéralement : « commandement intérieur ». En ce sens, le soldat allemand est un « citoyen en

1. À la veille de l'unification de 1990, la Bundeswehr compte 495 000 soldats – première armée classique d'Europe occidentale.

uniforme » doté d'un sens critique qui l'autorise à défendre ses droits auprès d'un commissaire parlementaire aux Forces armées (*Bundeswehrbeauftragter*), à se syndiquer (80 % des soldats adhèrent au *Bundeswehrverband*) ou à exercer des fonctions politiques.

La fin de la guerre froide et l'unification allemande ont logiquement constitué une césure pour la Bundeswehr. Pour faire face aux nouveaux défis engendrés par la fin de l'affrontement Est-Ouest, les modes d'utilisation de l'outil militaire ont dû être redéfinis. Les réactions internationales à la position allemande pendant la guerre du Golfe en 1991 ont montré les limites d'une politique d'auto-restriction par la « diplomatie du chéquier », l'Allemagne tentant de compenser l'absence de participation aux opérations militaires par ses largesses financières. Il s'agit dès lors de restructurer la Bundeswehr, de la transformer en une armée opérationnelle. Si elle souffre toujours d'une absence de vision, elle bénéficie désormais d'un respect acquis par sa participation à des missions extérieures : depuis 1993, plus de 400 000 soldats de la Bundeswehr ont participé à une cinquantaine d'opérations à l'étranger. Mais cette armée est encore loin de constituer une force « ordinaire ».

### **L'indispensable refonte : vers une armée d'intervention ?**

Le conflit de Yougoslavie favorise le franchissement d'une étape essentielle : la libéralisation juridique de l'utilisation de l'instrument militaire. Le tribunal constitutionnel fédéral décide dans son arrêt du 12 juillet 1994 que les missions de la Bundeswehr hors zone OTAN sont compatibles avec la Loi fondamentale, dans le cadre des systèmes collectifs d'alliance. Le 24 mars 1999, le gouvernement de Gerhard Schröder annonce la participation de la Bundeswehr, pour la première fois de son histoire, à une opération militaire de l'OTAN contre la Serbie, l'Allemagne apportant ensuite une contribution significative à la Force pour le Kosovo (KFOR).

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, le chancelier Schröder affirme devant le Bundestag que la phase de l'après-guerre, durant laquelle la RFA n'apportait qu'une « assistance secondaire », est « irrémédiablement révolue » : l'Allemagne unifiée « assume ses responsabilités croissantes dans le monde, en participant également à des opérations militaires ». Le Bundestag vote le 16 novembre 2001 en faveur de l'engagement de 3 600 soldats en Afghanistan, dans le cadre de l'Opération liberté immuable (*Enduring Freedom*) lancée par les États-Unis. Depuis 2001, l'Allemagne participe ainsi de manière régulière à des engagements armés pour des opérations de maintien de la paix en Méditerranée, en Afrique, dans l'océan Indien ou en Asie.

L'Allemagne a donc d'abord cherché, jusqu'à la fin des années 2000, à mieux adapter la Bundeswehr aux opérations extérieures. Le ministre de la Défense, Volker Rühle (1992-1998), entreprend de la transformer par une politique de petits pas, qui doit surtout être vue comme une réponse plus ou moins forcée à une pression extérieure. Un autre ministre de la Défense, Peter Struck (2002-2005), lance la première grande réforme en 2004 avec la mise en place de trois catégories de forces armées (de soutien, de stabilisation et d'intervention), déployables en fonction des missions. Mais les opérations extérieures sont encore considérées comme des exceptions. On constate d'ailleurs chez les dirigeants – en particulier la chancelière Angela Merkel – une certaine désaffection à l'égard de ces opérations : les effectifs des forces déployées passent de 10 000 en 2005 à 3 300 en 2020.

De plus, sur le terrain, le matériel s'est avéré inadapté. La Bundeswehr a été créée dans un contexte de guerre froide et de lutte contre l'ennemi soviétique en suivant une logique exclusive de défense territoriale, ce qui a conduit à un primat du matériel lourd. Avec l'essor des opérations extérieures et le changement de nature des menaces, il faut désormais disposer de forces projetables rapidement et de façon flexible.

La loi du 24 mars 2011 sur la réorientation de la Bundeswehr prévoit de doter les forces armées d'une capacité de projection de 10 000 militaires pour une longue durée, sur deux théâtres opérationnels lointains. La réforme s'accompagne, outre la suppression du service militaire obligatoire, d'un ensemble de mesures destinées à professionnaliser la Bundeswehr et à réduire son format. La consigne donnée par le ministre de la Défense, Thomas de Maizière (2010-2013), est de penser la Bundeswehr à partir des opérations extérieures (*vom Einsatz her denken*).

Mais toutes ces réformes se font dans une période financière difficile et les projets des gouvernements successifs sont réduits en réalité à des ajustements techniques, se limitant souvent à atténuer les dysfonctionnements les plus gênants – matériels déficients ou armements dépassés. En dépit de la réforme de 2011, les limites capacitaires sont nettement apparues avec l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan. La ministre de la Défense Ursula von der Leyen (2013-2019) décida alors de prendre le contrepied de ses prédécesseurs, pour faire progresser les enjeux capacitaires dans la hiérarchie des préoccupations gouvernementales<sup>2</sup>, avec

2. G. Winter, « Le Redressement capacitaire de la Bundeswehr : un parcours du combattant », *Recherches & Documents*, n° 6, Fondation pour la recherche stratégique, juillet 2019.

l'adoption de deux documents clés : la Conception de la Bundeswehr (*Konzeption der Bundeswehr*) de juillet 2018 et le Profil capacitaire (*Fähigkeitsprofil der Bundeswehr*) de septembre 2018. Ils doivent permettre de remédier aux constats d'échec opérationnel des dernières années. Il s'agit également de revoir les effectifs à la hausse : jusqu'à 184 000 soldats en 2020 (dont 23 000 femmes) et 198 000 en 2024. Cette logique, réaffirmée dans le document sur les éléments clés pour la Bundeswehr du futur (*Eckpunkte für die Bundeswehr der Zukunft*) publié par le ministère fédéral de Défense le 18 mai 2021, vise aussi à rassurer les alliés, montrant que Berlin, qui aspire à ramener ses armées au premier rang des puissances régionales en 2031-2032, peut fournir des renforts pour faire face aux éventuelles crises.

**De 184 000 soldats  
en 2020 à 198 000  
en 2024**

Même si les responsables allemands ont promis de porter leur budget militaire à 1,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024 – à comparer à 1,3 % du PIB entre 2014 et 2019 –, après vingt-cinq ans de décreue budgétaire et de baisse d'effectifs, la Bundeswehr se trouve à la limite de la rupture. L'inventaire du matériel permet de douter de sa capacité opérationnelle pour les années à venir. Dans la foulée de l'Initiative de disponibilité opérationnelle (*Initiative Einsatzbereitschaft*), lancée par la ministre de la Défense Annegret Kramp-Karrenbauer en février 2020, l'Inspection générale de la Bundeswehr a annoncé que les systèmes d'armes et d'équipement étaient opérationnels à 74 % ; mais les experts pointent des déficiences structurelles profondes et des pénuries de certains matériels<sup>3</sup>. Les rapports annuels du Commissaire parlementaire aux forces armées décrivent, pour 2019 et 2020, une Bundeswehr croulant sous les procédures bureaucratiques et dont les trois quarts des équipements sont hors d'état de fonctionner<sup>4</sup>. En somme, à la suite des réformes, la Bundeswehr se serait transformée en armée inapte au combat<sup>5</sup>, d'où la difficulté à lui assigner des objectifs stratégiques ambitieux.

### Discordances sur les missions

La multiplication des crises aiguës a montré aux Allemands qu'il n'existait plus de niche géopolitique commode, à l'abri des tempêtes mondiales.

3. S. Neitzel, *Deutsche Krieger: Vom Kaiserreich zur Berliner Republik. Eine Militärgeschichte*, Berlin, Propyläen, 2020, p. 562-572.

4. Bundestag, « Unterrichtung durch den Wehrbeauftragten Hans-Peter Bartels », *Jahresbericht 2019*, Drucksache 19/16500, 28 janvier 2020 ; « Unterrichtung durch die Wehrbeauftragte Eva Högl », *Jahresbericht 2020*, Drucksache 19/26600, 23 février 2021.

5. T. Jungholt, « Ist die Bundeswehr Kriegstauglich? Nur beim Tarnen », *Die Welt*, 13 décembre 2020.

À l'exception des néo-communistes (Die Linke) et de l'extrême-droite (Alternative für Deutschland, AfD), le consensus se dessine en faveur d'un plus grand engagement de l'Allemagne sur la scène internationale, comme l'illustre l'intervention du président fédéral Joachim Gauck devant la 50<sup>e</sup> Conférence sur la sécurité de Munich en 2014.

Les intérêts nationaux sont fréquemment évoqués dans la littérature et les manifestes politiques mais leur définition demeure floue. Les *Verteidigungspolitischen Richtlinien* (Principes directeurs de la politique de défense) de 2011, qui décrivent le cadre stratégique dans lequel s'inscrivent les missions de la Bundeswehr, et surtout le *Weissbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr* (Livre blanc sur la politique de sécurité de l'Allemagne et l'avenir de la Bundeswehr) de 2016 soulignent que les intérêts de sécurité allemands impliquent le renforcement de la stabilité en Europe, du lien transatlantique, de la démocratie dans le monde, de la prévention des crises et conflits régionaux susceptibles de compromettre la sécurité du pays et supposent enfin de contribuer à la gestion de ces crises.

La Bundeswehr est devenue l'« outil d'une politique de sécurité et de défense globale et prévoyante », comme l'indique le Livre blanc, elle doit donc être en mesure non seulement de garantir la sécurité et la défense nationale, mais encore d'assurer une capacité d'action extérieure. Les intérêts stratégiques, comme dans les Livres blancs de 1994 et de 2006, ne sont cependant pas définis explicitement. Ainsi la classe dirigeante s'avère-t-elle incapable de donner les impulsions nécessaires pour attribuer de nouveaux objectifs à une armée qui, sans avoir démérité, en arrive parfois à douter sinon de sa vocation, du moins de sa raison d'être.

Certains officiers de la Bundeswehr n'hésitent plus à réclamer un débat sur les vertus de l'*Innere Führung*, notamment pour pouvoir renforcer la motivation et le moral des troupes en opérations<sup>6</sup>. Afin que l'opinion publique accepte que les soldats allemands participent à une mission de paix sous l'égide des grandes organisations internationales – ce qui supposerait qu'elle accepte également que les moyens leur en soient donnés –, il faudrait cependant qu'un véritable débat national ait lieu sur les intérêts de sécurité de l'Allemagne. Or, c'est précisément ce débat sur la définition des objectifs de la Bundeswehr, sur sa raison d'être stratégique, qui a fait défaut aux gouvernements successifs dans leur gestion

6. Voir notamment U. Hartmann, C. von Rosen (dir.), *Jahrbuch Innere Führung 2018. Innere Führung zwischen Aufbruch, Abbau und Abschaffung: Neues denken, Mitgestaltung fördern, Alternativen wagen*, Berlin, Miles, décembre 2018.

des réformes. La réforme de 2011 impliquait la fin de la conscription et, concomitamment, du système alternatif de service civil obligatoire : c'est sur ce dernier point que s'est concentré le débat, puisque la majorité des conscrits effectuaient un service civil et que cette main-d'œuvre bon marché bénéficiait aux secteurs social et médical. L'enjeu économique a alors bien plus accaparé l'attention que la question de la réorientation stratégique du rôle de la Bundeswehr.

### Les débats sur les questions de sécurité sont pétris d'incohérences

Les débats sur les questions de sécurité sont pétris d'incohérences. Si le ministre de la Défense Struck et la chancelière Merkel ont déclaré devant le Bundestag – respectivement les 18 avril 2005 et 22 avril 2010 – que la sécurité de l'Allemagne « se joue aussi sur les bords de l'Hindou Kouch en Afghanistan », le président fédéral Horst Köhler a démissionné de ses fonctions le 31 mai 2010, car ses propos au retour de sa première visite en Afghanistan furent interprétés comme une justification de l'engagement militaire allemand par des considérations de promotion des intérêts commerciaux du pays. Les controverses sur le recours à l'outil militaire ne suivent pas les lignes politiques ou idéologiques mais divisent à l'intérieur même des partis<sup>7</sup>. Chez les Verts, de manière symptomatique, « le principe d'une politique de sécurité non militaire n'est plus publiquement défendu par les représentants du parti » et la question de fond qui se pose désormais « n'est pas de savoir si l'armée est acceptable, mais de déterminer dans quelles circonstances elle l'est »<sup>8</sup>. Avant même d'être nommé ministre des Affaires étrangères en 1998, Joschka Fischer, figure emblématique des Verts allemands, avait expliqué que face aux massacres ethniques en Yougoslavie « même des pacifistes ne peuvent fermer les yeux » et que « si les moyens diplomatiques s'avèrent insuffisants, l'emploi de la force militaire doit alors être approuvé »<sup>9</sup>.

Le 4 décembre 2009, le bombardement près de Konduz en Afghanistan de deux camions ravitailleurs par des avions américains, à la demande du colonel allemand Georg Klein, a provoqué la mort de 142 civils et constitué un point de césure important dans la perception de la nature de l'engagement. Quelques semaines avant l'événement, le ministre de la Défense Karl-Theodor zu Guttenberg (2009-2011) avait parlé d'une

7. P. Maurice, « Un pacifisme à géométrie variable. Les partis allemands et la participation de la Bundeswehr à des opérations extérieures », *Notes du Cerfa*, n° 160, Ifri, avril 2021.

8. G. Winter, « Le parti écologiste allemand Bündnis 90 / Die Grünen et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire », *Recherche & Documents*, n° 6, Fondation pour la recherche stratégique, 17 juillet 2020, p. 10.

9. O. Ihlau et P. Lersch « Das wäre blutiger Zynismus », *Der Spiegel*, 21 août 1995.

« situation semblable à une guerre » (*Kriegsähnliche Zustände*). Le soutien pour la mission avait dès lors brutalement chuté, l'engagement de la Bundeswehr renforçant les réserves de l'opinion publique à l'égard des opérations lointaines impliquant un recours à la force – plus encore quand des soldats meurent dans l'exercice de leur mission (114 sont décédés en opération extérieure entre 1993 et 2020).

### L'hypothétique « normalisation » du fait militaire

Les Allemands demeurent en effet sceptiques à l'égard de l'engagement international de leur pays<sup>10</sup>. Si, en 2000, 53 % des personnes interrogées se prononçaient en faveur d'une politique de sécurité « active » et 47 % pour une politique de « retenue »<sup>11</sup>, en 2014 seuls 37 % des Allemands sont pour des engagements accrus, 66 % affirmant que l'Allemagne devrait garder une approche fondée sur la retenue – pour des raisons historiques ou de politique intérieure. Le même sondage montre également une nette préférence des personnes interrogées pour des objectifs englobant d'autres aspects que les interventions militaires, en priorité la « protection des droits de l'homme » et « la protection de l'environnement »<sup>12</sup>. La réticence face à l'engagement international perdure puisqu'une majorité d'Allemands – 52 % en 2017 et encore 49 % en 2020 – s'affirment favorables à la poursuite d'une politique de retenue, seuls 43 % d'entre eux, en 2017 comme en 2020, se prononçant en faveur d'engagements accrus<sup>13</sup>.

Dans son rapport annuel (pour 2019) sur l'opinion publique et la politique de sécurité et de défense, le *Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr* (ZMSBw) révèle d'ailleurs que si 67 % des Allemands sont favorables à une intervention de la Bundeswehr pour défendre leur pays ou un pays allié menacé, seuls 45 % d'entre eux approuvent l'idée que l'armée fédérale puisse être engagée en opération extérieure pour combattre des forces ennemies<sup>14</sup>. L'opinion publique

10. H. Biehl *et al.*, « Strategische Kulturen in Europa. Die Bürger Europas und ihre Streitkräfte. Ergebnisse der Bevölkerungsbefragungen in acht europäischen Ländern 2010 », *SOWI Forschungsbericht*, n° 96, Strausberg, Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr, septembre 2011, p. 48-50.

11. H. Biehl, « Wendepunkt Kosovo? Sicherheitspolitische Einstellungen in den alten und neuen Ländern », *SOWI Arbeitspapiere*, n° 28, Strausberg, Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr, mai 2001, p. 17.

12. « Einmischen oder zurückhalten? Ergebnisse einer repräsentativen Umfrage von TNS Infratest Politikforschung zur Sicht der Deutschen auf die Außenpolitik », Hambourg, Körber-Stiftung, mai 2014.

13. Sondages *The Berlin Pulse. German Foreign Policy*, Hambourg, Körber-Stiftung, octobre 2017 et septembre 2020, disponibles sur : [koerber-stiftung.de](http://koerber-stiftung.de).

14. M. Steinbrecher, H. Biehl, T. Graf, « Sicherheits- und verteidigungspolitisches Meinungsbild in der Bundesrepublik Deutschland. Ergebnisse und Analysen der Bevölkerungsbefragung 2019 », *Forschungsbericht*, n° 122, Potsdam, Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr, décembre 2019, p. 167.

considère ainsi que la paix doit reposer sur une conception extensive de la sécurité, selon laquelle l'engagement militaire ne peut représenter qu'un complément dans une stratégie d'ensemble d'aide au maintien voire au rétablissement de la paix, en cultivant l'image de travailleurs humanitaires armés au service de l'intérêt général.

Cette conception traduit également le souci majeur des dirigeants allemands, qui acceptent de participer à des opérations militaires pour des raisons de solidarité avec leurs alliés tout en cherchant à en limiter l'intensité. La déclaration du ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel (1992-1998) au Bundestag, le 22 juillet 1994, reste d'actualité dans la mesure où le poids du passé borne les marges de manœuvre en politique intérieure et extérieure : « La normalité en matière de politique étrangère et de sécurité n'implique pas de jouer le rôle du gendarme mondial et de dépêcher des soldats allemands partout où il y a des conflits ». Autrement dit, et comme le rappelle la ministre Kramp-Karrenbauer, les soldats allemands qui aspirent à davantage d'action « n'ont qu'à rejoindre la Légion étrangère<sup>15</sup> »...

Le débat sur la Loi relative à la sécurité aérienne (*Luftsicherheitsgesetz*) permet de prendre la mesure du poids du passé. Dans un contexte marqué par les attentats du 11 Septembre, cette loi du 11 janvier 2005 définit les mesures à prendre et le partage des responsabilités entre l'État et les Länder en cas de danger émanant de l'espace aérien. Le paragraphe 14 de la loi permet notamment de faire appel à l'armée de l'Air pour abattre un avion civil détourné par des terroristes, afin d'éviter un scénario comparable à celui du 11 Septembre. Les juges constitutionnels ont cependant décidé le 15 février 2006 qu'il était inconcevable de tuer des innocents même pour empêcher un attentat de grande ampleur. La question se pose donc de savoir si les lignes juridiques des interventions armées à l'intérieur même de l'Allemagne ne doivent pas désormais bouger et si les principes hérités de l'histoire et inscrits dans la mémoire collective – dont le respect absolu des droits fondamentaux de la personne – peuvent être intégralement maintenus dans un contexte politique et géostratégique bien éloigné de la situation d'après-guerre.

### La réhabilitation de la vaillance militaire

La vision pacifiste des Allemands s'est longtemps accompagnée de scepticisme à l'égard de l'armée fédérale et du métier même de soldat. Ce sentiment négatif a été fortement ressenti par les militaires et les personnels

15. M. Lau, « Wer das nicht will, soll zur Fremdenlegion gehen », *Die Zeit*, 16 juillet 2020.

civils de la Bundeswehr en quête de reconnaissance auprès de l'opinion publique, surtout à partir de leur engagement en Afghanistan. Depuis 2011, le ministère de la Défense développe régulièrement des plans de communication. Les campagnes publicitaires sont destinées à valoriser l'institution militaire et à favoriser le recrutement, par voie d'affichage dans les grandes villes, d'envoi de millions de cartes postales, d'utilisation des réseaux sociaux et d'un site internet moderne proposant 4 000 métiers pour faire carrière dans la Bundeswehr.

Depuis 2015, l'agence de publicité Castenow de Düsseldorf, qui travaille également pour McDonald's ou la chaîne de supermarché REWE, est chargée d'améliorer – avec quelque succès – l'image de marque de la Bundeswehr, en concevant des clips vidéo et des slogans publicitaires chocs. Les soldats ont commencé à témoigner sur leurs faits d'armes, à exprimer leurs craintes, voire leurs souffrances au retour de leurs missions, à analyser le sens de leur engagement – avec pour objectif de faire comprendre que la Bundeswehr est une institution nécessaire, respectable, composée de femmes et d'hommes responsables au service de la nation allemande<sup>16</sup>.

Si les sondages effectués depuis le début des années 2000 sur la Bundeswehr fluctuent d'année en année, en fonction de paramètres extérieurs comme les effets de la crise économique, on peut pourtant mettre en évidence des constantes, ou noter certaines évolutions. Le rapport sur l'opinion publique et la politique de sécurité et de défense du ZMSBw montre ainsi que, sur la période de 2000 à 2019, une large majorité d'Allemands a une appréciation positive de la Bundeswehr – 75 % en 2000 (contre 13 %) et 76 % en 2019 (contre 20 %). Cette même dernière année, 80 % des Allemands font confiance à la Bundeswehr (contre 16 %), 85 % considérant que la Bundeswehr est une composante à part entière de la société (contre 13 %) et 58 % ressentant un sentiment de gratitude envers leurs forces armées. Le rapport indique également qu'en 2019, 65 % des Allemands perçoivent la Bundeswehr comme un employeur attractif pour les jeunes (contre 30 %) et que sur la période 2000-2019, la proportion d'Allemands se déclarant en faveur d'une hausse du budget de la Défense croît significativement – 20 % seulement en 2000 (contre 53 % pour des

### Une majorité d'Allemands a une appréciation positive de la Bundeswehr

16. Voir notamment S. Würich, U. Scheffer, *Operation Heimkehr. Bundeswehrsoldaten über ihr Leben nach dem Auslandseinsatz*, Berlin, Links, 2014.

moyens constants et 26 % pour une diminution), mais 45 % en 2019 (contre 38 % pour des moyens constants et 12 % pour une diminution)<sup>17</sup>.

Certes l'armée, comme le drapeau ou la patrie, a été frappée d'un tabou quasi absolu en raison de l'utilisation qu'en avaient fait les nazis. La fierté nationale allemande, privée de débouchés politiques, s'est alors investie dans l'ordre économique. Mais la décrispation identitaire opérée depuis l'unification a permis aux Allemands de considérer désormais la Bundeswehr comme un instrument nécessaire, voire utile, comme lors de la pandémie de Covid-19 durant laquelle l'armée fédérale a contribué au transport de malades, au contrôle des chaînes d'infection ou à l'approvisionnement en vivres des maisons de retraite. En somme, l'opinion publique a redécouvert le citoyen en uniforme au service de l'intérêt général<sup>18</sup>. Une conception qui ressort d'ailleurs du mot d'ordre adopté en 2011 par la Bundeswehr : *Wir dienen Deutschland* (nous sommes au service de l'Allemagne).

Il ne s'agit toutefois pas de mettre à l'honneur des représentations patriotiques qui glorifieraient l'acte guerrier. Seul le parti AfD s'est distingué par ses prises de position en faveur de la fin de la « culture de repentance » allemande pour les crimes de la période nazie, appelant notamment à être fier des soldats de la Wehrmacht. Des scandales liés à une infiltration de l'armée fédérale par des groupuscules d'extrême-droite ont choqué l'opinion publique et le comportement déviant constaté au sein des forces spéciales emblématiques de la Bundeswehr, les *Kommando Spezialkräfte* (KSK) créées en 1996, a conduit l'armée à en dissoudre la 2<sup>e</sup> compagnie le 30 juillet 2020.

Un nouveau patriotisme apaisé commence néanmoins à faire une place aux valeurs militaires. En 1996, le ministre Rühle a décidé de créer une médaille (*Einsatzmedaille*) de quatre grades, pour les soldats ayant participé à des opérations extérieures. Le ministre Franz Joseph Jung (2005-2008) leur a quant à lui ajouté en 2008 un cinquième grade, la Croix d'honneur du courage (*Ehrenkreuz der Bundeswehr für Tapferkeit*), qui récompense le courage manifesté sur des théâtres d'opération – et qui n'est pas sans rappeler l'ancienne Croix de fer (*Eisernes Kreuz*), la plus haute décoration militaire du Troisième Reich dont le port a été interdit.

17. M. Steinbrecher, H. Biehl, T. Graf, « Sicherheits- und Verteidigungspolitiches Meinungsbild in der Bundesrepublik Deutschland », *op. cit.*, p. 85, 93-98, 101, 127 et 149.

18. C. Major, R. Schulz, D. Vogel, « Die neuartige Rolle der Bundeswehr im Corona-Krisenmanagement », *SWP-Aktuell*, n° 51, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, 18 juin 2020.

Si l'armée de Terre, l'armée de l'Air et la Marine possèdent chacune un lieu du souvenir et de commémoration – respectivement à Coblenze, Fürstentfeldbruck et Laboe –, le ministre Jung a souhaité ériger un mémorial unique (*Ehrenmal der Bundeswehr*). Inauguré dans le périmètre du ministère de la Défense à Berlin le 8 septembre 2009, on y trouve inscrits les noms des 3 200 soldats et civils morts en service depuis la fondation de la Bundeswehr. En sus de ce mémorial, la forêt du souvenir (*Wald der Erinnerung*), inaugurée le 15 novembre 2014 à Potsdam, est destinée plus spécifiquement aux familles des soldats décédés lors d'opérations extérieures. Depuis novembre 2020, il existe un autre mémorial qui a pris la forme d'un livre commémoratif électronique dédié aux soldats de la Bundeswehr morts en opérations extérieures, situé devant la salle de réunion de la Commission de la défense du Bundestag. Si la participation de militaires allemands à des opérations extérieures reste un sujet politiquement sensible, les autorités publiques ont pris acte de la nécessité de respecter les soldats et civils de la Bundeswehr morts pour la patrie et de leur rendre hommage.

### Le retour de la géopolitique ?

Quelques voix isolées prônent une politique allemande plus musclée, à l'instar de Tom Enders, ancien PDG d'Airbus, président de la *Deutsche Gesellschaft für auswärtige Politik* (DGAP). Ce dernier critique « l'abstinence de puissance » pratiquée par Berlin et considère que la Bundeswehr doit « conformément au poids de l'Allemagne dans l'Union, redevenir une force armée respectable et performante au niveau international »<sup>19</sup>. Cependant, une partie des intellectuels et des dirigeants allemands se (re)familiarise avec la pratique géopolitique, qu'elle n'affectionne pourtant guère historiquement. Dans son allocution à la *Stiftung Wissenschaft und Politik* de Berlin le 9 septembre 2020, Wolfgang Schäuble, président du Bundestag, a ainsi déclaré qu'il faut « évaluer de manière réaliste et utiliser intelligemment [nos] possibilités d'influence, ou dit autrement : [notre] puissance », car la « géopolitique n'est pas un concept dépassé ». L'analyse géopolitique de la place de l'Allemagne en Europe à l'ère des rivalités des grandes puissances ne semble finalement plus être un sujet tabou.

Est-ce à dire que l'outil militaire deviendrait, en Allemagne, un critère de puissance<sup>20</sup> ? Si le traité d'Aix-la-Chapelle du 22 janvier 2019 engage la France et l'Allemagne à développer et renforcer une culture commune

19. T. Enders, « Die EU braucht eine mutige deutsche Aussenpolitik. Angesichts hochgerüsteter Aggressoren wie der Türkei hilft nur glaubwürdige Abschreckung », *Neue Zürcher Zeitung*, 2 septembre 2020.

20. C. Strassel, « L'Allemagne peut-elle et veut-elle redevenir une puissance militaire ? », *Hérodote*, n° 175, 2019, p. 23-29.

des forces armées et une industrie de la défense européenne, il faut bien constater que le rôle de l'armée n'est pas comparable dans la vie politique des deux pays. L'Allemagne reste stratégiquement en retrait, quand la France, présente outre-mer et en Afrique, dotée de l'arme nucléaire et d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, ressent presque une responsabilité à intervenir.

Le traité a pour objectif de donner les moyens au tandem franco-allemand d'être une force d'impulsion pour parvenir à une « autonomie stratégique » européenne. Mais il faudra d'abord renforcer la Bundeswehr et surmonter les différences en matière de stratégie industrielle<sup>21</sup> et de politique d'armement. Si la coopération industrielle est relancée – avec le développement du Système de combat aérien du futur (SCAF) et du Système de combat terrestre du futur (MGCS) –, la question d'une politique commune d'exportation des armes subsiste, l'accord franco-allemand relatif au contrôle des exportations dans le domaine de l'armement, signé le 23 octobre 2019, ne s'appliquant pas à ces grands projets.

Si l'Allemagne se classe depuis les années 1960 de manière constante parmi les dix premiers exportateurs d'armement dans le monde, ses exportations font toujours l'objet de débats, de lois et de réglementations, les responsabilités historiques impliquant de ne pas fournir d'armes aux pays en guerre. Par ricochet, cela entrave les capacités de coopération en matière d'armement, notamment dans la dimension franco-allemande. Paris et Berlin, en quête de grilles de lectures communes, devront engager un débat sur les questions stratégiques, d'autant que les dirigeants allemands ne sont pas unanimes sur l'idée d'une « armée européenne » formulée par Emmanuel Macron. Si la chancelière Merkel a repris devant le Parlement européen, le 13 novembre 2018, l'idée du président français, parce que l'Europe « doit prendre son destin en mains », les propos déconcertants de la ministre de la Défense Kramp-Karrenbauer, tenus dans une tribune écrite en anglais, ébranlent ouvertement la stratégie française : les « illusions d'autonomie stratégique européenne doivent cesser » et les « Européens ne pourront pas remplacer le rôle crucial de l'Amérique en tant que fournisseur de sécurité »<sup>22</sup>.

21. L'État français est généralement présent au capital de ses entreprises d'armement, alors que l'Allemagne a opté pour une vision plus anglo-saxonne, à savoir une intégration politique avec des entreprises privées. Pour Berlin, il ne s'agit donc pas tant de pouvoir conserver une autonomie militaire, sauvegardant les intérêts d'une armée souveraine, que d'écouler son armement pour consolider des parts de marché, et donc sa puissance économique.

22. A. Kramp-Karrenbauer, « Europe Still Needs America. No Matter Who Is in the White House, We Are in This Together », *Politico*, 2 novembre 2020, disponible sur : [www.politico.eu](http://www.politico.eu).

\* \* \*

L'Allemagne continue de naviguer dans l'entre-deux, prisonnière d'un dilemme qui implique que la « culture de référence pacifique » limite structurellement la capacité d'action du pays dans le domaine de la politique de sécurité et de défense<sup>23</sup>. Ses dirigeants sont encore contraints de s'assurer que les attentes de leurs alliés ne vont pas à l'encontre des positions de leur électorat, globalement réfractaire aux engagements militaires<sup>24</sup>. Le chemin sera encore long pour faire évoluer la perception que les dirigeants et la population allemande ont du rôle de la Bundeswehr. Dit autrement : les Allemands n'ont pas encore trouvé le logiciel qui leur ferait développer une véritable pensée militaro-stratégique.




---

### Mots clés

Bundeswehr  
 Politique de défense allemande  
 Politique étrangère allemande  
 Pacifisme

---

23. E. Vad, « Angela Merkel und das Dilemma deutscher Sicherheitspolitik. Einklemmt zwischen Pazifismus und maroder Bundeswehr », in P. Plickert (dir.), *Merkel. Eine kritische Bilanz*, Munich, Finanzbuch Verlag, 2017, p. 248.

24. D. Keohane, « A Greater Military Role for Germany? », *Carnegie Europe*, 7 juin 2016, disponible sur : <http://carnegieeurope.eu>.